

# LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE



- ▶ **Recommandation CM/Rec(2019)5 du Comité des Ministres aux États membres sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle** (*adoptée par le Comité des Ministres le 16 octobre 2019, lors de la 1357<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres*)
- ▶ **Compilation de bonnes pratiques nationales**

EUROPEAN CONVENTION  
ON HUMAN RIGHTS



CONVENTION EUROPÉENNE  
DES DROITS DE L'HOMME

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

**LA CONVENTION  
EUROPÉENNE DES DROITS  
DE L'HOMME DANS  
L'ENSEIGNEMENT  
UNIVERSITAIRE ET LA  
FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

**Conseil de L'Europe**

**Edition anglaise :**

***The European Convention on Human Rights in  
university education and professional training***

Toute demande de reproduction ou de traduction de tout ou d'une partie de ce document doit être adressée à la Direction de la communication (F 67075 Strasbourg Cedex).

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée à la Direction Générale Droits de l'Homme et État de droit.

Mise en page : SPDP, Conseil de l'Europe  
© Conseil de l'Europe, septembre 2019  
Imprimé dans les ateliers du Conseil de l'Europe

# TABLE DES MATIÈRES

- **Recommandation CM/Rec(2019)5 du Comité des Ministres aux États membres sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle**  
(adoptée par le Comité des Ministres le 16 octobre 2019, lors de la la 1357<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres) **7**
  
- **BONNES PRATIQUES NATIONALES** **15**



## INTRODUCTION

L'éducation universitaire et la formation professionnelle représentent un domaine essentiel pour la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme. Elles constituent des moyens majeurs de diffusion d'informations sur la Convention et sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme auprès des diverses parties prenantes dans les États membres du Conseil de l'Europe. Une connaissance de la Convention largement dispensée à des professionnels tels que juges, procureurs, personnel chargé de l'application des lois et avocats, contribue à promouvoir les droits de l'homme et à prévenir des violations de ces droits. Il importe donc que ces professionnels disposent d'informations de haute qualité au sujet de la Convention et de la jurisprudence de la Cour, tant dans les cursus universitaires que dans la formation professionnelle.

En 2004, le Conseil de l'Europe a franchi une étape importante en adoptant la Recommandation Rec(2004)4 du Comité des Ministres aux États membres sur la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle. Ce texte souligne le rôle que joue l'enseignement pour une application efficace de la Convention au niveau national et encourage les États membres à intégrer la Convention dans les programmes universitaires et la formation professionnelle. Il souligne la nécessité de garantir l'efficacité de cette éducation et d'encourager une diffusion plus large d'informations portant sur la Convention.

L'importance d'activités de sensibilisation et de formation professionnelle ciblées concernant l'autorité de la Convention et sa mise en œuvre a été soulignée dans les Déclarations de Bruxelles (2015) et de Copenhague (2018), adoptées lors des Conférences de haut niveau respectives. En outre, en 2014, l'Assemblée parlementaire a adopté sa Recommandation (2039)2014 sur la Convention européenne des droits de l'homme : le besoin de renforcer la formation des professionnels du droit.

La Recommandation CM/Rec(2019)5 du Comité des Ministres aux États membres sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle, adoptée le 16 octobre 2019, énonce un ensemble de principes à l'attention du public concerné. Ces principes se réfèrent non seulement à l'éducation et à la formation en général relative à la

Convention, mais aussi au contenu des programmes universitaires et de formation ainsi qu'aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage. L'accent est mis sur le programme d'éducation aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe pour les professionnels du droit (HELP). Par ailleurs, la Recommandation souligne l'importance de la traduction de la Convention et de la jurisprudence pertinente de la Cour dans les langues nationales.

Parallèlement à la Recommandation, la présente publication contient une sélection de bonnes pratiques nationales issues des rapports nationaux qui avaient été présentés sur la mise en œuvre de la Recommandation précitée CM/Rec(2004)<sup>4</sup>. Cette sélection a, par la suite, été complétée par des commentaires des délégations des États membres et il est prévu de l'enrichir par des exemples de mise en œuvre de la nouvelle Recommandation CM/Rec(2019)<sup>5</sup>.

**Recommandation CM/Rec(2019)5 du Comité  
des Ministres aux États membres sur le  
système de la Convention européenne des  
droits de l'homme dans l'enseignement  
universitaire et la formation professionnelle**

(adoptée par le Comité des Ministres le 16 octobre 2019, lors de  
la 1357<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres)



**Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,**

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, entre autres en menant des activités dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Rappelant le rôle essentiel du système de la Convention européenne des droits de l'homme (STE n° 5, « la Convention ») dans la protection effective des droits de l'homme en Europe, ce système incluant non seulement la Convention et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (« la Cour »), mais aussi la procédure devant la Cour et l'exécution de ses arrêts ;

Gardant à l'esprit les développements importants dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle en matière de droits de l'homme dans les 47 États membres du Conseil de l'Europe, résultant des efforts louables tant des États membres que de la Cour ainsi que du Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP) du Conseil de l'Europe ;

Considérant qu'il y a, dès lors, un besoin de mettre à jour la Recommandation Rec(2004)4 du Comité des Ministres aux États membres sur la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle ;

Rappelant le caractère subsidiaire du mécanisme de contrôle institué par la Convention, qui présuppose, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention, que les droits et libertés garantis par la Convention soient protégés tout d'abord au niveau interne et appliqués par les autorités nationales ;

Prenant en compte le fait que la Convention est une partie intégrante de l'ordre juridique interne de l'ensemble des États membres et qu'elle doit être pleinement mise en œuvre dans leur droit interne, et qu'il y a, dès lors, un besoin de dispenser un enseignement universitaire et une formation professionnelle spécifiques concernant le système de la Convention ;

Soulignant le rôle fondamental joué par l'enseignement universitaire et la formation professionnelle concernant le système de la Convention dans la prévention des violations et dans la promotion des droits de l'homme ;

Considérant qu'il est d'une importance majeure pour l'enseignement universitaire et la formation professionnelle portant sur le système de la Convention que des traductions fidèles d'une sélection de jurisprudence de la Cour ou que des résumés de la jurisprudence rédigés par des professionnels soient disponibles dans les États membres, conformément à la Recommandation Rec(2002)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la publication et la diffusion dans les États membres du texte de la Convention européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, adoptée par le Comité des Ministres le 18 décembre 2002 ;

Rappelant, dans ce contexte, la Recommandation 2039 (2014) de l'Assemblée parlementaire « La Convention européenne des droits de l'homme : le besoin de renforcer la formation des professionnels du droit », adoptée le 7 mars 2014, ainsi que les Déclarations de Bruxelles (2015) et de Copenhague (2018) adoptées lors des conférences de haut niveau respectives, qui ont souligné l'importance de la formation des professionnels du droit ;

Soulignant la nécessité de dispenser aussi un enseignement universitaire et une formation professionnelle ciblés qui répondent aux besoins et aux attentes spécifiques d'autres secteurs professionnels pertinents ;

Rappelant les conclusions du Séminaire sur le rôle des agents des gouvernements dans la protection effective des droits de l'homme, tenu les 3 et 4 avril 2008 à Bratislava, et reconnaissant le rôle des agents des gouvernements, ainsi que celui des institutions nationales de formation, pour dispenser, notamment, la formation professionnelle concernant le système de la Convention ;

Rappelant le rôle joué par divers acteurs de la société civile, en particulier par les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et par les organisations non gouvernementales, en matière d'enseignement universitaire et de formation professionnelle portant sur le système de la Convention ;

Prenant en considération la diversité des traditions et des pratiques dans les États membres en matière d'enseignement universitaire, de formation professionnelle et de leurs méthodes, ainsi que de sensibilisation portant sur le système de la Convention ;

Souhaitant développer sa Recommandation Rec(2004)4 du Comité des Ministres aux États membres sur la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle, désormais remplacée par le présent instrument,

### **Recommande aux gouvernements des États membres :**

1. de s'assurer que l'enseignement universitaire et la formation professionnelle portant sur le système de la Convention sont conformes aux principes énoncés dans l'annexe à cette recommandation ;
2. de garantir par des moyens et actions appropriés – y compris la traduction si nécessaire – une vaste diffusion de cette recommandation auprès des autorités et parties prenantes pertinentes ;
3. d'examiner au plus tard cinq ans après son adoption, au sein du Comité des Ministres, la mise en œuvre de la présente recommandation.

**Principes pour le développement de l'enseignement universitaire et de la formation professionnelle concernant le système de la Convention européenne des droits de l'homme**

**I. Principes généraux**

1. Les États membres devraient garantir un enseignement universitaire et une formation professionnelle portant sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (« la Convention ») qui répondent aux besoins et attentes des différentes catégories du public, notamment de celles agissant dans le domaine des droits de l'homme. Si nécessaire, cette tâche devrait être accomplie en coopération avec des parties prenantes non étatiques.

2. Les États membres devraient notamment renforcer l'efficacité de cet enseignement universitaire et de cette formation professionnelle en s'assurant que des outils nécessaires pour se conformer aux obligations résultant de la Convention sont disponibles pour chaque catégorie du public. À cette fin, les États membres devraient s'assurer qu'une formation professionnelle de qualité, ciblée et accessible est disponible.

**II. Public visé**

3. Les États membres devraient garantir que les étudiants universitaires en droit et, le cas échéant, en d'autres matières pertinentes, en particulier les disciplines scientifiques, se voient offrir un enseignement concernant les éléments de base du système de la Convention dans le tronc commun de leurs programmes. De surcroît, des études approfondies optionnelles devraient être offertes à ceux qui souhaitent se spécialiser.

4. Tenant compte de la diversité des situations nationales, les États membres devraient garantir qu'une grande variété de professionnels se voient offrir une formation professionnelle de qualité et ciblée en matière de système de la Convention et que, si possible, cette formation soit accessible dans la (les) langue(s) de l'État membre. En particulier, l'attention devrait être portée à la formation initiale et continue des juges, procureurs, avocats ; traducteurs juridiques ; du personnel responsable de l'application des lois ; des journalistes spécialisés ; du personnel s'occupant de groupes vulnérables.

### **III. Conférenciers et formateurs spécialisés**

5. Les États membres devraient encourager, par les moyens appropriés, le fait que l'enseignement universitaire et la formation professionnelle portant sur le système de la Convention soit dispensé par des conférenciers et des formateurs spécialisés. On pourrait compter parmi eux, entre autres, des anciens juges et juristes de la Cour européenne des droits de l'homme (« la Cour »), des juges et juristes des cours supérieures et constitutionnelles nationales, ainsi que des agents des gouvernements et des membres de leurs bureaux. La formation professionnelle devrait être dispensée, autant que possible, par des personnes ayant une bonne connaissance du système de la Convention et une expérience pratique du domaine professionnel pertinent.

### **IV. Contenu de l'enseignement universitaire et de la formation professionnelle**

6. Les États membres devraient avoir pour but principal de faciliter un accès effectif à des informations de base et pratiques concernant le système de la Convention par le biais de l'enseignement universitaire et de la formation professionnelle. Cela devrait inclure la capacité d'utiliser des ressources disponibles (base de données HUDOC, cours HELP et d'autres sources d'information).

7. Les États membres devraient également encourager l'accès des professionnels concernés à une formation continue et spécialisée portant sur le système de la Convention.

### **V. Méthodes d'enseignement et de formation**

8. Les États membres devraient garantir des traductions fidèles d'une sélection de jurisprudence de la Cour ou des résumés de la jurisprudence rédigés par des professionnels, conformément à la Recommandation Rec(2002)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la publication et la diffusion dans les États membres du texte de la Convention européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Ces traductions devraient être facilement accessibles et gratuites.

9. Les États membres devraient encourager l'usage des méthodes d'enseignement et de formation les plus appropriées, prenant en compte le contexte national et les besoins et attentes spécifiques du public visé. Le cas échéant, ces méthodes pourraient être mises en place en coopération étroite avec les acteurs non étatiques. L'enseignement en ligne ainsi que l'usage de la méthodologie HELP devraient également être encouragés.





## BONNES PRATIQUES NATIONALES

La sélection de bonnes pratiques nationales suivantes relatives à la Rec/CM(2019)5 est le résultat d'informations initialement collectées en 2018 sur la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2004)4 du Comité des Ministres sur la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle<sup>1</sup>. Ces informations proviennent de diverses sources et notamment des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Déclaration de Brighton et des informations collectées par le réseau HELP à la suite d'un questionnaire portant sur la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2004)4.

Sur cette base, une sélection de bonnes pratiques nationales a été opérée. Les États membres ont eu l'opportunité de la corriger et de la compléter. Le CDDH a examiné cette sélection lors de sa 91<sup>e</sup> réunion en juin 2019 et l'a transmise pour information au Comité des Ministres, accompagnée du projet de Recommandation qui a été adopté par celui-ci en tant que Recommandation Rec/CM(2019)05.

Les bonnes pratiques nationales sont présentées sous divers thèmes, correspondant chacun à un principe figurant dans la Rec/CM(2019)05. Le principe concerné est indiqué sous chaque chapitre thématique. Il convient de noter que cette compilation ne se veut aucunement une liste exhaustive de bonnes pratiques en vigueur dans les États membres ; d'autres publications pourraient contenir des informations plus détaillées reflétant davantage les développements intervenus dans les États membres.

---

<sup>1</sup> Voir document DH-SYSC-III(2018)03Rev



# I. PRINCIPES GÉNÉRAUX

## 1. Coopération avec des acteurs non-gouvernementaux pertinents

### **Principe 1**

In Norway, the Norwegian Court Administration cooperates in training judges with the University of Oslo, Centre for the Study of the Legitimate Roles of the Judiciary in the Global Order (PluriCourts). While in several other member States, law students can avail of study visits to legal institutions (Armenia, Croatia, the United Kingdom) or traineeships at courts, public authorities or NGOs (Greece, Slovakia). In the Russian Federation, federal and regional chambers of lawyers hold courses and other educational initiatives on the Convention.<sup>2</sup>

At the Leuven Catholic University in Belgium, the Human Rights Centre carries out numerous activities, such as research in the field of human rights, lectures and publications. It also responds to public authorities' requests for consultation and lists all human rights' undertakings in Belgium, for the purposes of cooperation with the Council of Europe. In Bulgaria, Denmark, Netherlands and the Russian Federation, non-profit organisations, respectively Bulgarian Lawyers for Human Rights, the Association of Danish lawyers, the Platform for human rights education, and the Institute of Law and Public Policy, carry out different training activities on human rights, with a view to familiarising the public with the current case-law of the Court. In many member States National Human Rights Institutions (NHRIs) play a key role in disseminating relevant practical information to the public at large.

In several member States national moot court competitions on human rights issues are organised for students, in cooperation with public foundations and/or national authorities. For example, in Latvia there are two annual moot court competitions on human rights issues organised by the Ombudsman's office and a public foundation "Dišlera fonds". In Poland, the Polish Bar Council organised a moot court competition with the National School of Judiciary and Public Prosecution – for judge and

---

<sup>2</sup> The Russian Bar is a professional community of advocates and as an institution of civil society does not belong to the system of state authorities and local self-government bodies.

prosecutor trainees – as part of celebrations of the 25th anniversary of Poland’s accession to the Convention. The Law Faculty of the University of Strasbourg and the René Cassin Foundation organise the European Human Rights Moot Court Competition (René Cassin Competition) annually in Strasbourg, at which law students’ teams from many member States take part.

## **2. Availability of quality, targeted and accessible professional training**

### ***Principle 2***

The HELP Methodology has been incorporated into human rights university education and professional training in many member States. Given its basic principle of adaptation, model HELP courses have been adjusted to fit specific national legal and societal contexts and the specific training needs of legal professionals. In several member States (Belgium, Czech Republic, Estonia, Ireland, Portugal, Romania, Slovenia) the toolkit to inform public officials about the State’s obligations under the Convention, prepared by the Council of Europe, is disseminated among public officials.

In the Netherlands, a course on the Convention is offered by the Academy for Legislation and the Academy for Government Lawyers, which includes in-depth insights into the Convention, the Court’s case-law and general theories on fundamental rights protection. In Poland a programme of targeted training of judges was launched in the appellate and regional courts on the basis of a “map of the violations of the Convention”.

In Slovakia regular and systemic training of judges and prosecutors, including future judges and prosecutors, is organised by the Judicial Academy in cooperation with the Agent and co-Agent of the Government of Slovakia and, if possible, in cooperation with current and former judges of the Court. It provides information about the application of national law in conformity with the recent case-law of the Court and the Constitutional Court. Moreover, a seminar concerning the admissibility criteria and the system of the Convention is a compulsory part of the professional training of Slovak lawyers.

## II. TARGETED PUBLIC

### 3. The Convention in university curricula

#### **Principle 3**

HELP courses are provided as additional materials in several universities' educational curricula, for example in Glasgow and Liverpool Universities in the United Kingdom, Timisoara University in Romania and Belgrade Law School in Serbia. Letters of cooperation may be exchanged with universities to deepen the cooperation with the HELP Programme, such as in the case of the Russian Federation. Forty-one universities from all the EU member States participate in offering the European Master's Programme in Human Rights and Democratisation (EMA), organised by the European Inter-University Centre for Human Rights and Democratisation (EIUC). The Programme includes modules focused on human rights institutions, including the Council of Europe and the Court and simulation exercises including an ECHR Moot Court, in addition to covering the broad philosophy and development of human rights within the international context.

In most Council of Europe member States, optional modules pertaining to the Convention and the case-law of the Court are offered to students at bachelor level such as in the Russian Federation<sup>3</sup> and/or masters and postgraduate level, including Albania, Armenia, Belgium, Bulgaria, Croatia, Czech Republic, France, Georgia, Greece, Hungary, Latvia, Luxembourg, Malta, Moldova, Netherlands, North Macedonia, Portugal, the Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, Switzerland, and the United Kingdom. For example, Tbilisi State University in Georgia offers the module "Case law of the European Court of Human Rights" for all students specialising in international law; in Tartu University in Estonia they offer a specialised course on International Human Rights Law, the focus of which is the Convention and the case-law of the Court; and Kutafin Moscow State Law University in the Russian Federation offers

---

<sup>3</sup> Issues related to the application of the Convention and the work of the Court are covered by different academic disciplines in both bachelor's and master's degree programmes (Kutafin Moscow State Law University, European Studies Institute of the MGIMO, Russian State University of Justice, and others).

several modules including “The ECtHR’s experience in criminal cases” and “The procedure of the European Court of Human Rights”.

In Bulgaria a working group was set up by the Minister of Justice in 2015 to assess the current state of education in law, in order to identify existing weaknesses and propose possible amendments to the Regulation on the Uniform State Requirements to the University Degree in Law and the Professional Qualifications of Lawyers, including the introduction of a new basic course of human rights.

#### **4. Accessibility of professional training**

##### ***Principle 4***

The Convention and the case-law of the Court are included in the initial and continuous training provided to judges, prosecutors and lawyers in almost all member States, in various modalities. These modalities often consist of courses and seminars on the Convention and the Court, organised by the national bodies responsible for the training of future and practicing judicial professionals (judicial schools, academies or institutes of justice). In several member States, study visits or secondments to the Court and the Council form part of such training.

By December 2018, HELP courses had been launched and implemented in 32 Council of Europe member States. All HELP courses launched in the Republic of Moldova in cooperation with the National Institute of Justice are systematically incorporated in its training curriculum for either initial or continuous training. In Spain, since 2017, the HELP course on Introduction to the Convention and the Court is compulsory for every new judge. The Spanish Judiciary School incorporates a number of HELP courses in its regular training (asylum, data protection, anti-discrimination, medicrime, etc.) and promotes their Spanish versions in Latin-American countries. Furthermore, the Spanish Judiciary School as well as the Bar Council covers, in full, organisational and financial costs to ensure participation of Spanish judges, prosecutors and lawyers in the launch of HELP courses.

In Poland, a multi-annual project of training in human rights and the Convention has been designed for judges and prosecutors and includes Council of Europe manuals translated into Polish. In Sweden, the Judicial Training Academy produces online training sessions for judges and non-judges within the courts. In Armenia training sessions are held for relevant law enforcement agencies and officials in the judicial system on

how to fulfil the requirements under the Convention each time a judgment is delivered by the Court in respect of Armenia.

Thematic trainings are often offered to relevant professionals. For example, the anti-discrimination training is provided to representatives of the judiciary, prosecution, the institution of the Protector for Human Rights and Freedoms, non-governmental organisations dealing with the protection of human rights, representatives of all regional units and branches of the police, representatives of local government that come into contact with discrimination, as well as all inspection services, representatives of misdemeanour bodies and social welfare centres in Montenegro. Furthermore, there is training on hate crimes for policemen in Greece and Poland; training for policemen on anti-discrimination and anti-racism legislation, treatment of children and minors, diversity management and intercultural dialogue and control of violence in Belgium; training of judges and policemen on anti-racism and anti-Semitism legislation, organised in France by École Nationale de la Magistrature; training of policemen and prosecutors on treatment of victims, hate crimes and positive obligations of the State under Articles 2,3 and 8 of the Convention, in Slovakia; and special classes on Articles 3 and 8 of the Convention provided to employees of the Immigration and Naturalisation Service in the Netherlands.

In Slovakia basic information concerning the Convention system including admissibility criteria, Rule 47 of the Rules of the Court and press releases concerning the judgments of the Court against Slovakia are published on the website of the Ministry of Justice; furthermore, an activity report of the Government Agent is submitted to the Government every year by the end of March.

In the Netherlands and Sweden, post-graduate training is offered to legal professionals by universities. In Latvia, the Centre of continuous legal education and professional development, as part of the Law Faculty of the University of Latvia, provides specialised courses, including on human rights, to legal professionals. The content of the courses is prepared taking into account the specific requests of the auditorium. Thus, for example, a series of lectures on human rights issues were organised specifically for lawyers in all regions of Latvia with the participation of the Government Agent. Furthermore, the Centre organised training courses for prosecutors and officials of the Internal Security Bureau of the Ministry of Interior.

### III. SPECIALISED LECTURERS AND TRAINERS

#### 5. Engaging trainers with relevant experience and knowledge

##### **Principle 5**

In many member States including, Bulgaria, Estonia, Finland, France, Germany, Latvia, Liechtenstein, Monaco, Netherlands, the Russian Federation, Slovakia, and Slovenia, former or current judges of the Court participate in the professional training of judges. University professors with extensive knowledge of the Convention also participate in the professional training of judges in several countries, for example in Bulgaria, Czech Republic, Estonia, Latvia, Netherlands, Slovenia and the United Kingdom.

In Bulgaria a network of consultants and specialised trainers was established, composed of judges formerly seconded to the Court. In France, there are specific workshops organised by École nationale de la magistrature in which trainee judges are called to work on case studies which are then corrected by members of the Court's Registry. In the Russian Federation, former and current judges and/or lawyers of the Court as well as the Government Agent give university courses and lectures.

In Armenia, professional training within the Justice Academy is ensured by tutors who teach particular courses related to the Convention, the Court and its case-law, and who are members of the Government Agent's office, namely the Department for Relations with the European Court of Human Rights. Trainings of trainers are also periodically conducted, with a view to improving trainers' skills to work particularly with the targeted groups of the Justice Academy.

In the Czech Republic, a practical seminar on the case-law and proceedings before the Court is given, at the Law Faculty of Masaryk University in Brno, by members of the Office of the Government Agent. In Slovakia, the Government Agent and the Co-Agent regularly participate in the professional training of judges, prosecutors, social workers and lawyers. The Government Agent also actively participates, by explaining the recent case-law of the Court, at the International Conference organised every year by the Constitutional Court and the Law

Faculty of Pavel Jozef Šafárik; the contributions to the Conference are published and available online for free.

The Judicial Training Centre of Latvia provides specialised courses for judges, for example on family law or the application of security measures. Academics, judges of supreme and/or regional court and the Government Agent are invited to provide lectures on national law and its application from their academic, professional or international law perspectives.

In Poland, competent prosecutors and judges are trained by the National School of Judiciary and Public Prosecution to offer consultation to other prosecutors and judges in the field of the Council of Europe standards and to disseminate the Convention and the Court case-law standards. Based on the amended Common Courts Act, 90 judge coordinators for international cooperation and human rights were appointed in all regional courts in Poland. Two judges were appointed in each court: one for civil, and one for criminal matters. They were tasked to inform judges of regional and district courts about the current case-law of international bodies, including the Convention, and to provide them with assistance in the search for information about the standards deriving from the Convention.

In some member States, HELP courses are replicated by the national training institutions using HELP certified trainers. For example, the Lithuanian National Courts' Administration replicated the course on Data Protection and Privacy Rights with the existing HELP certified trainers. In several member States including North Macedonia, Serbia, Spain, Ukraine HELP courses are taught by current or former lawyers of the Registry of the Court.

## IV. CONTENTS OF THE UNIVERSITY EDUCATION AND PROFESSIONAL TRAINING

### 6. Effective access to information regarding the Convention

#### **Principle 6**

In South-East European countries, the European Human Rights Database Project, implemented by the AIRE Centre in cooperation with the Government Agents and Judicial Training Centres of the respective member States, aims at improving the application of the Court's case-law by national courts in the region. In Bulgaria, a handbook on relevant case-law and the Practical Guide on the Judicial Protection of Fundamental Rights in Bulgaria are published in the Bulgarian language and disseminated to judges. In many member States, including Armenia, Czech Republic, Estonia, Finland, France, Germany, Latvia and Poland, information notes or analyses of the Court's case-law are published and disseminated through the ministries or superior courts.

In Germany, Greece and Monaco, practical guides on the admissibility requirements under the Convention, which are prepared by the Court, are distributed to lawyers and trainee lawyers. In several member States including Estonia, Latvia, Netherlands, Poland, Sweden and Switzerland, manuals and thematic guides are designed for civil servants, policemen and border guards on topics such as anti-discrimination, and police attitudes and conduct (Poland) and the treatment of prisoners (the Netherlands). In Portugal, e-books on human rights are published by the Centre for Judicial Studies and are available for free download on its website. They collect a series of lectures and articles where the relevant case-law (namely selected examples of the Court's case-law) is mentioned and/or commented upon. The lectures usually focus on subject matters particularly relevant to activities of criminal investigation police, such as the right to liberty and security, prohibition of inhuman and degrading treatment, the right to a fair trial, for example issues relevant to the collection of evidence and the right to respect for private life. The subjects are illustrated by selected case law of the Court regarding the different member states of the Council of Europe.



In Latvia, the Judicial Training Centre offers a course for judges on how to make correct references to national and international law. As a part of this training, the Government agent provides a thematic lecture on how to use HUDOC to find the most appropriate Court's case law and how to make correct references to the Court's case law in the rulings of national courts.

In Slovakia, translations of the Court's judgments as well as academic articles concerning the case-law of the Court are published in different journals issued by the Ministry of Justice, the Supreme Court and the Slovak Bar Association. Moreover, the Bulletin of the Supreme Court is freely available online and features Slovak translations of selected factsheets of the Court. The Bulletin of the Slovak Bar Association is also available in printed version, as well as online.<sup>4</sup> The Bulletin also features articles on admissibility criteria, focusing on aspects relevant for lawyers' practice, and summaries of recent selected judgments of the Court; these are prepared by the International Relations Director acting as HELP InfoPoint at the Slovak Bar Association.

In Armenia the country-specific case law as well as the Court's leading cases are available on the official legal website "Legal Information System",<sup>5</sup> where international treaties, laws, government decrees, decisions of the Constitutional Court and of the Supreme Court are available, as well as on the website of the Government Agent.<sup>6</sup>

## 7. Continuous specialised training

### **Principle 7**

In Austria, a special curriculum "Fundamental Rights" is compulsory for all future judges and prosecutors, including a study visit to the Court. In Ireland, a professional Diploma in Human Rights and Equality is offered by the Institute of Public Affairs which covers, among other topics, the role of the Council of Europe on human rights promotion and protection and specifically analyses the core provisions of the Convention. The diploma is aimed at public servants. In the Netherlands, a six-part video-training on the Convention is provided by the Training and Study Centre for the Judiciary, which is responsible for training prospective prosecutors, judges and support staff. A more general training course on

---

<sup>4</sup> <https://www.sak.sk/blox/cms/sk/sak/bulletin>

<sup>5</sup> <http://www.arlis.am/>

<sup>6</sup> <http://agent.echr.am/en/home.html>

the Convention and a course that focuses on the Convention and family law are also offered. In Slovakia, governmental ministries provide specialised seminars on the Convention and relevant case-law of the Court for their employees.

## V. LEARNING AND TRAINING METHODS

### 8. Translations of case-law

#### **Principle 8**

In a large majority of member States judges, legal professions and the general public have access, mostly online, to the Court's judgments concerning their country that have been translated into their national languages. These include the Czech Republic, Germany, Greece, Latvia, Poland, Portugal, the Russian Federation and Slovakia. In several member States, including the Czech Republic, Georgia, Greece and Poland, a more general database of the Court's case-law in national languages is available online for free. Some member States make available their translations or summaries of relevant judgments and decisions of the Court in the HUDOC database.

In Finland, information on the Convention and the Court, including summaries of the Court's judgments since 1960, are available in Finnish and Swedish in the Finlex database, which is public, free of charge and available to everyone, for instance in public libraries. In 2016 the Human Rights Centre of the Supreme Court of Georgia translated about 200 judgments of the Court and released three studies on the Court's practice. In Poland, based on an agreement concluded between the Ministries of Justice and Foreign Affairs, the Constitutional Court, the Supreme Administrative Court and the Prosecutor General, more than 175 Court judgments or decisions concerning other State Parties have been translated into Polish so far and published online. The Polish Ombudsman has recently concluded a similar agreement with the Polish Bar Council, Polish Council of Legal Advisors, Institute of Legal Sciences of the Polish Academy of Sciences and seven law firms.

In Portugal, the Centre for Judicial Studies has recently started publishing monthly newsletters containing summaries of selected case-law of the Court, as a result of its collaboration with the judge elected in respect of Portugal to the Court, as well as with the Registry of the Court. The newsletter can be downloaded for free from the Centre's website. In the Russian Federation, summaries of the Court's judgments are provided in quarterly judicial reviews of the Supreme Court.

## **9. Appropriate training methods based on need**

### **Principle 9**

Contact persons for promoting the HELP Programme have been appointed in almost all Council of Europe member States. In Georgia, the HELP platform and courses are disseminated among the trainers of the Training Centre of Justice. A number of HELP courses have been tested and launched in the Russian Federation; these courses are often integrated into the programmes of training institutions and HELP trainings are systematically used for trainers. In Slovakia, the Slovak Bar Association appointed its International Relations Director as HELP InfoPoint; they have participated in the Council of Europe HELP network since 2015. Two Slovak tutors (IT law expert and HELP InfoPoint) have been trained by the Council of Europe Secretariat to enable the Slovak Bar Association to implement HELP e-learning courses for lawyers since 2016.

In Armenia and the Russian Federation, discussions with the Council of Europe experts, on the Court's recent judgments are organised by means of video-conferencing. In the Netherlands, coordinators for European law, appointed within each specific court, are responsible for keeping their colleagues informed about relevant developments in the case law of the European courts. The University of Utrecht in the Netherlands and the Catholic University of Leuven in Belgium developed Massive Online Open Courses. In Armenia, a distance learning system and several courses for judges and prosecutors have been developed at the Justice Academy.

L'éducation et la formation professionnelle des futurs juristes et fonctionnaires à la Convention européenne des droits de l'homme jouent un rôle majeur pour assurer la mise en œuvre de la Convention au niveau national.

Une connaissance approfondie de la Convention par les juges, les procureurs, le personnel chargé de l'application des lois et les avocats contribue à promouvoir les droits de l'homme et à en prévenir les violations.

La présente publication contient le texte de la Recommandation CM/Rec(2019)5 du Comité des Ministres aux États membres sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle, adoptée le 16 octobre 2019. Cet instrument définit les principes fondamentaux visant à promouvoir une approche globale et effective en matière d'éducation et de formation au système de la Convention dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Cette publication contient également une compilation de bonnes pratiques nationales pertinentes.

[www.coe.int](http://www.coe.int)

continent. Il comprend 47 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE